

FRANCE FRANCE

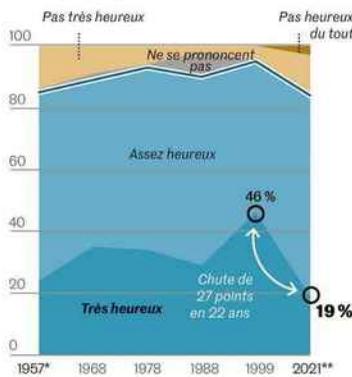
JEUNESSE

Portrait d'une « génération désenchantée »

Ecologie, laïcité, autorité... Dans « La Fracture », Frédéric Dabi analyse les aspirations des 18-30 ans depuis 1957

Bonheur

Part des jeunes qui estiment être...



Religion

Part des jeunes déclarant être d'accord ou pas d'accord avec chacune des phrases suivantes, en %



Politique

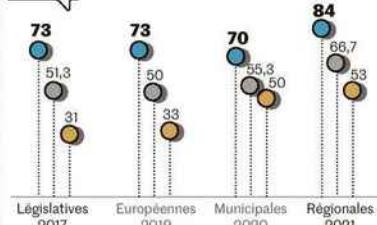
Part des jeunes estimant que chacun des systèmes politiques suivants serait très bon, assez bon, assez mauvais ou très mauvais pour la France, selon l'enquête de février 2021**, en %



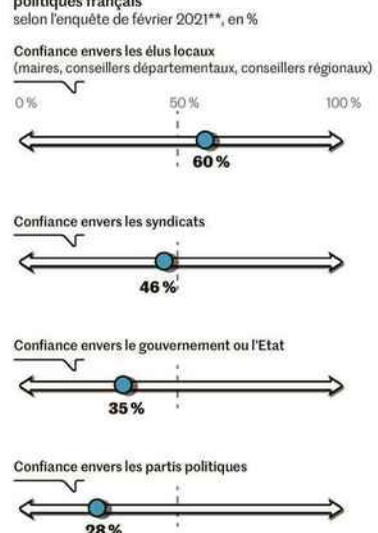
Abstention comparée des 18-24 ans et de l'ensemble des électeurs, en %



Aux scrutins après l'élection présidentielle de 2017



Confiance envers les responsables politiques français selon l'enquête de février 2021**, en %



* Sondage de 1957 : Sondage IFOP auprès des 15-29 ans, appelé par la suite sondage « Nouvelle Vague ». Il sera reconduit tous les dix ans par « L'Express » jusqu'en 1999.

** Sondage de 2021 : Echantillon représentatif de la jeunesse française sur plus de 1 500 personnes âgées de 18 à 30 ans, interrogées du 12 au 17 février 2021.

Une génération fracturée et pétrée de contradictions : à la fois solidaire et individualiste, moderne et traditionnelle, attachée aux libertés et en demande d'autorité. C'est ainsi que ressort le portrait de la jeunesse française de l'étude « Nouvelle Vague », menée par l'IFOP auprès de 1500 personnes âgées de 18 à 30 ans, interrogées du 12 au 17 février, selon la méthode des quotas. Frédéric Dabi, le directeur général de l'institut de sondage, en a tiré un passionnant essai, *La Fracture* (Les Arènes, 288 pages, 19,90 euros), écrit en collaboration avec Stewart Chau.

Abandonnée depuis plus de vingt ans (la dernière étude date de 1999), « Nouvelle Vague » scanne l'état de la jeunesse depuis 1957. C'est *L'Express* qui, à l'époque, avait eu l'idée de lancer cette grande enquête, renouvelée tous les dix ans (sauf, donc pour la décennie 2010). Pour nourrir leurs réflexions, les auteurs agrègent également d'autres études concernant la même tranche d'âge.

Avec la crise du Covid-19, il s'agissait d'établir si la jeunesse de France était en rupture d'avec le reste de la société : en clair, s'il y avait une « sécession » des moins de 30 ans. « *Le Covid a touché la jeunesse et a créé une génération*, note Frédéric Dabi. *Les jeunes se disent qu'ils vont devoir payer la dette, qu'ils ont été sacrifiés. C'est un événement fondateur.* » Une sorte de « crise des crises », qui devient ainsi une matrice pour toute une génération.

DOUTE EN L'ÉTAT

Le marqueur le plus parlant de l'état d'esprit des jeunes Français est celui de « l'indice de bonheur ». A partir de 1957, il n'a cessé de croître de manière régulière. Aujourd'hui, il est en chute libre. En 1999,

le point le plus haut de cette mesure, 95 % des 18-30 ans se disaient heureux. Ils sont aujourd'hui 84 %. En plus d'un demi-siècle, c'est un niveau au plus bas.

Si l'on regarde en détail, la baisse est encore plus significative chez ceux qui se déclarent « très heureux ». Ils étaient 46 % à le penser en 1999 – moment de prospérité de la France et de la volonté réformatrice du gouvernement de Lionel Jospin –, contre 19 % désormais, soit 27 points de moins. De la même manière, seulement 42 % des jeunes âgés de 18 à 30 ans déclarent nécessaire d'avoir un idéal pour vivre, une donnée en net recul : en 1957, 78 % des jeunes pensaient qu'un idéal était nécessaire pour vivre, 82 % en 1999.

Du livre ressort l'image d'une jeunesse à plusieurs facettes, à la fois très en pointe sur les questions sociétales, environnementales, mais qui plébiscite l'entreprise, critique « l'assistanat », doute de l'Etat et croit dans les valeurs traditionnelles (religion, famille). A titre d'exemple de cette complexité,

**« QUEL QUE SOIT
LE THÈME RETENU,
LES JEUNES RESSENTENT
UNE SITUATION
HEXAGONALE
SYSTÉMATIQUEMENT
INSATISFAISANTE »**

FRÉDÉRIC DABI
directeur général de l'IFOP

et de sa conscience politique polymorphe, 73 % des jeunes interrogés considèrent que le féminisme évoque quelque chose de positif pour eux.

D'ailleurs, dans l'enquête « Nouvelle Vague » 2021, aucun autre mot en « isme » ne recèle une connotation aussi positive. Reprenant un sondage IFOP pour *Le Journal du dimanche* en avril, les auteurs soulignent que « 64 % des jeunes de moins de 30 ans considèrent l'écologie comme un enjeu tout à fait prioritaire, contre 44 % parmi les 65 ans et plus ». Dans le même temps, les cinq mots préférés des jeunes sont, dans l'ordre : famille, mérite, partage, solidarité et liberté. Contradictions ? « Pragmatisme ! », répond M. Dabi. *Ils font leur marché.* »

Se fondant sur les résultats de précédentes enquêtes de l'IFOP pour *Marianne* (en 2020) et une autre pour le Comité Laïcité République, Frédéric Dabi estime que la jeunesse « fait bande à part » sur les questions de discriminations et de laïcité. Il développe : « *Quel que soit le thème retenu, de la lutte*

contre le racisme à celle contre les discriminations ethniques dans l'accès à l'emploi ou au logement, en passant par la lutte contre les actes antimusulmans ou celle contre les inégalités sociales, les 18-30 ans ressentent une situation hexagonale systématiquement et majoritairement insatisfaisante. »

Mais le fossé le plus béant concerne la laïcité. Ainsi, la part des moins de 30 ans appréhendant la laïcité comme un objet positif est inférieure de 20 points à celle mesurée auprès du grand public (79 % contre 99 %).

Autre évolution surprenante : la demande d'autorité. Cette notion fait partie « *de l'univers de représentations des 18-30 ans* ». Pour M. Dabi, « *c'est une rupture claire avec les générations passées, tant le rejet de l'autorité, qu'il soit réel dans son quotidien ou fantasmé, faisait partie, dans les années 1960, 1970 ou 1980, de l'imaginaire de la jeunesse et constituait un ingrédient essentiel de son opposition au monde adulte* ». Ainsi, ils sont 34 % à approuver l'idée que « *l'armée dirige le pays* », et 47 %

**C'EST UNE JEUNESSE
À PLUSIEURS FACETTES,
À LA FOIS TRÈS
EN POINTE SUR
LES QUESTIONS
SOCIÉTALES,
MAIS QUI CRITIQUE
« L'ASSISTANAT »**

(dont la majorité des 25-30 ans) jugent positif « *d'avoir à la tête du pays un chef qui n'a pas à se préoccuper du Parlement et des élections* ». Il ne faut pas occulter, pour autant, que 80 % d'entre eux estiment que la démocratie est un bon système politique.

Ces chiffres peuvent s'expliquer par le doute que les jeunes expriment sur le collectif, la délégation des pouvoirs et la représentativité. Et donc sur l'efficacité des responsables politiques. « *Ils veulent des résultats et estiment que, peut-être,*

un chefy arriverait mieux. Il y a une sorte d'à-quoi-bonisme sur le vote, ils sont dans la démocratie mais ont un attachement faible à la République, qui, pour eux, entretient des inégalités et des discriminations», avance encore le directeur général de l'IFOP.

DES OPPOSITIONS ENRACINÉES

Reste à savoir comment cette « génération désenchantée » va peser sur l'élection présidentielle de 2022. A moins de sept mois de l'échéance, et en compilant les résultats de différentes études de l'IFOP, M.M. Dabi et Chau estiment que l'opposition entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron semble bien enracinée chez les 18-30 ans. 35 % d'entre eux se disent prêts à voter pour la candidate d'extrême droite, 31 % pour le président sortant. En troisième position arrive Jean-Luc Mélenchon et ses 29 %.

Les auteurs notent, en outre, deux points de différenciation entre les jeunes et l'ensemble de l'électorat français. Tout d'abord, la faiblesse relative des candidats

testés à droite (Xavier Bertrand ou Valérie Pécresse). Ensuite, la permanence d'une attraction d'une partie d'entre eux pour Jean-Luc Mélenchon.

Quid de l'abstention ? Lors des régionales de 2021, 82 % des moins de 35 ans ne sont pas allés voter. La même tendance était à l'œuvre dans le reste de la population, puisque près de deux électeurs sur trois se sont abstenus en juin. Mais, si l'aspect massif de ce chiffre peut faire craindre la même chose pour l'élection présidentielle, M. Dabi se veut rassurant : selon lui, « l'inéluabilité d'une non-participation massive des jeunes électeurs » n'est pas certaine.

Il souligne que « les signes d'une surabstention chez les jeunes n'étaient pas avérés lors des scrutins présidentiels passés : en 1981, il n'y a pas une abstention beaucoup plus importante chez les jeunes électeurs comparés à l'ensemble des votants. En 1995, on observe même une abstention déclarée chez les 18-24 ans moins forte que la moyenne ». ■

ABEL MESTRE